

Les jeunes communistes en cartons : les archives centrales des organisations de jeunesse communistes françaises

Guillaume Roubaud-Quashie

Citer ce document / Cite this document :

Roubaud-Quashie Guillaume. Les jeunes communistes en cartons : les archives centrales des organisations de jeunesse communistes françaises. In: La Gazette des archives, n°235, 2014. Archives des jeunesses, jeunesses des archives. pp. 59-74;

http://www.persee.fr/doc/gazar_0016-5522_2014_num_235_3_5144

Document généré le 15/03/2017

Les jeunes communistes en cartons : les archives centrales des organisations de jeunesse communistes françaises

Guillaume ROUBAUD-QUASHIE

Introduction

Un peu plus de dix ans après celles du Parti communiste français (2003)¹, les archives centrales des organisations de jeunesse communistes dont le Mouvement jeunes communistes de France (MJCF) est l'actuel prolongement viennent de faire l'objet d'une convention avec le conseil général de Seine-Saint-Denis, permettant leur dépôt et leur communication aux Archives départementales de Seine-Saint-Denis. Le fonds, vaste, couvre une soixantaine d'années, des derniers jours de l'Occupation jusqu'à la mobilisation contre le Contrat première embauche (CPE). D'un volume supérieur à cent mètres linéaires – plus de 1 300 boîtes –, le fonds rassemble les archives conservées des différentes structures juvéniles communistes de la période :

- Union de la jeunesse républicaine de France (UJRF – 1945-1956) ;
- Union des jeunes filles de France (UJFF – 1946-1974) ;
- Union de la jeunesse communiste de France (UJCF – 1956-1974) ;

¹ COURBAN (Alexandre), « Voyage dans les archives du PCF », *Cahiers d'histoire. Revue d'histoire critique*, n° 86, 2002, p. 123-130 ; CARREAU (Pascal), « La gestion des fonds d'archives du PCF », dans LAURENT (S.), *Archives « secrètes », secrets d'archives ? Historiens et archivistes face aux archives sensibles*, Paris, CNRS éditions, 2003, p. 111-121 ; VIGREUX (Jean), « 1990-2010 : archives et écriture(s) de l'histoire du PCF », *Territoires contemporains – nouvelle série*, n° 2, 2011 ; GENEVÉE (Frédéric), *La fin du secret, histoire des archives du Parti communiste français*, Paris, Éditions de l'Atelier, 2012.

- Union des étudiants communistes de France (UEC –depuis 1956) ;
- Mouvement de la jeunesse communiste de France (MJCF – 1956-1998) ;
- Union de la jeunesse agricole de France (UJAF – 1959-1968) ;
- Union de la jeunesse agricole et rurale de France (UJARF – 1968-1974) ;
- Mouvement jeunes communistes de France (MJCF – depuis 1998).

À cette première liste, il faut ajouter les archives des structures éditoriales liées à chacune de ces organisations :

- *L'Avant-Garde* (UJRF, UJCF et MJCF) ;
- *Filles de France* (UJFF) ;
- *Clarté* et *Le Nouveau Clarté* (UEC) ;
- *L'Avant-Garde rurale* (UJAF et UJARF) ;
- *Nous les garçons et les filles* (MJCF).

En dépit de la caractérisation du communisme comme « civilisation du rapport », selon une formule de Nicolas Werth souvent citée, le fonds ne présente pas – plus ? – de caractère systématique : les lacunes ici côtoient là l'abondance. De fait, l'histoire de ces fonds reste encore inédite. Sous la responsabilité des organisations de jeunesse qui les gèrent probablement d'une façon autonome, ces archives ont dû pâtir des trois grands changements de siège (de Paris 15^e à Bagnolet en 1982, puis à Vitry-sur-Seine en 1996 et, enfin, à Paris 19^e en 2001) ainsi que, dans les années quatre-vingt-dix, du contexte de repli marqué, militant, matériel et spatial.

Ce fonds, collection de fonds de directions centrales, n'en présente pas moins un très grand nombre de documents inédits pour une période où les jeunes – et en leur sein les dizaines de milliers de jeunes communistes – tinrent une place de premier plan dans la vie politique et sociale de la France (Libération, guerre d'Indochine, guerre d'Algérie, Mai 68, guerre du Vietnam, mobilisations lycéennes et étudiantes, etc.). Il ouvre ainsi de nouvelles perspectives historiographiques pour l'histoire des jeunes communistes, celle-ci devant s'écrire jusqu'ici avec le concours premier de la documentation publique mêlée aux rares et parcellaires fonds privés de dirigeants du PCF liés au travail en direction de la jeunesse¹.

¹ Les riches fonds Raymond-Guyot et Roland-Leroy notamment, tous deux déposés aux Archives départementales de Seine-Saint-Denis. Pour un aperçu plus global, on se permet de

Une présentation exhaustive de ce fonds ne pouvant être envisagée, notre propos – d'historien¹ – essaiera d'esquisser, au travers d'exemples empruntés aux années cinquante et soixante, le profil général de ces archives et de présenter quelques-unes des voies d'exploitation historique qu'elles ouvrent à la recherche pour nourrir cette belle histoire en chantier, l'histoire de la France juvénile.

Des archives de direction

Secrétariats, bureaux, comités et congrès nationaux : une saisie du sommet

Archives centrales, ces archives sont d'abord des archives de direction. Pour les comprendre, précisons la structuration de ces organisations. Dans l'ensemble, et malgré de menues variations entre 1944 et 2006, les mouvements de jeunesse communistes connaissent quatre strates de direction, similaires à celles du PCF. En premier lieu, les congrès nationaux : ils rassemblent plusieurs centaines de délégués tous les deux à trois ans. En second lieu, les comités nationaux : ils sont convoqués toutes les quatre à huit semaines avec plusieurs dizaines de dirigeants élus par le congrès. En troisième lieu, les bureaux nationaux et leur dizaine de membres élus : ils tendent à se réunir toutes les semaines. Enfin, point sommital, le secrétariat national avec les tout premiers dirigeants – dont le secrétaire général –, élus également : il tient des réunions hebdomadaires.

Sans qu'on puisse assurer actuellement que les comptes rendus, les relevés de décisions et les introductions soient exhaustivement présents dans le fonds, de très nombreux documents de cette nature y figurent². Ils permettent d'accéder à une information invisible dans les publications destinées à être lues largement (journaux, revues, etc.).

renvoyer à QUASHIE-VAUCLIN (Guillaume), « La jeunesse dure longtemps. Quarante ans d'historiographie des organisations de jeunesse communistes françaises », *Cahiers d'histoire. Revue d'histoire critique*, n° 116-117, 2011, p. 195-227.

¹ Si nous avons été amenés à accomplir l'important travail préalable au dépôt public de ces archives (premier récolement sommaire), nous ne sommes pas archiviste et un important travail archivistique reste à accomplir (notamment un travail d'inventaire fin, à l'échelle des dossiers, des pièces).

² Un instrument de recherche semblable à celui produit pour le Comité central du PCF (sous la responsabilité des Archives départementales de Seine-Saint-Denis et des historiens Serge Wolikow, Jacques Girault, Jean Vigreux et Roger Martelli) gagnerait à être réalisé.

C'est notamment le cas des questions politiques importantes qui divisent profondément l'organisation : ainsi des différends touchant la conception et le rôle même de ces organisations – opposant, schématiquement, les partisans d'une structure à l'avant-garde des combats communistes à ceux d'une organisation de large rassemblement juvénile sur une base non exclusivement politique¹. Sensibles à la lecture attentive de la presse juvénile communiste et des documents jusqu'ici disponibles, ils sont ici explicités et argumentés, ce qui permet d'accéder à des débats majeurs pour l'histoire politique de ces organisations².

Au-delà, ce sont les positionnements et les tactiques, leur chronologie et les débats de direction qu'ils peuvent susciter qui se dévoilent pour le chercheur.

Groupes de travail thématiques

La direction des organisations de jeunesse communistes connaît le plus souvent des subdivisions en groupes de travail ou commissions thématiques couvrant un secteur donné. Ces structures sont importantes dans l'activité des jeunes communistes mais, réduites à un domaine particulier, elles laissent souvent peu de traces aisément identifiables par ailleurs, que ce soit dans les fonds du PCF, ceux de la police ou ceux relevant du dépôt légal. Dès lors, les archives de ces commissions permettent d'enrichir, d'affiner et d'élargir la vision globale des organisations de jeunesse, de mieux en identifier les priorités politiques, les réseaux sensibilisés et d'en mesurer et situer l'écho.

Ainsi, un document de la commission nationale scolaire de 1967³ pointe une difficulté – par principe, point rarement exposé publiquement – : l'UJCF peine à s'implanter dans les collèges d'enseignement technique. Il indique également les difficultés de fonctionnement : les importantes fédérations de la Loire, du Rhône et de la Haute-Vienne donnent très peu d'informations, de sorte que « nous ne connaissons pas le nom des cercles !!! » et « le nombre de cercles

¹ Sur cette tension, on se permet de renvoyer à QUASHIE-VAUCLIN (Guillaume), *L'Union de la jeunesse républicaine de France. Entre organisation de masse de jeunesse et mouvement d'avant-garde communiste*, Paris, L'Harmattan, 2009.

² Sur ce point précis, on pense notamment aux rapports de Paul Laurent, secrétaire national de l'UJRF en 1954, et de Robert Gerber, secrétaire national de l'UJRF, en 1955. Fonds du MJCF, 233, rapport présenté par Paul Laurent au Comité national d'Ivry-sur-Seine. « Comment développer la diffusion de *L'Avant-Garde*, organe de l'UJRF, moyen indispensable pour guider la jeunesse et la gagner à notre cause », 6-7 février 1954 ; rapport du Bureau national au Comité national sur *L'Avant-Garde* par Robert Gerber, 8-9 octobre 1955.

³ Fonds du MJCF, 233, état d'organisation des scolaires, 7 novembre 1967.

contrôlés [...] ne correspond[ant] pas au nombre de cercles dont nous avons les noms et adresses ». D'une manière générale, c'est la difficulté à centraliser des informations précises qui est clairement dite, contredisant l'image d'une structure verticale à l'efficacité militaire et au savoir absolu, image souvent entretenue conjointement par les communistes – qui exaltent leur force – et par leurs adversaires – qui y voient la marque du totalitarisme.

Ces archives permettent en outre de mettre en pleine lumière un éventail élargi et précisé de jeunes, le « peuple lycéen »¹ (Gérard Vincent) n'étant ici qu'un exemple parmi d'autres.

La communication interne

Les organisations de jeunesse communistes sont de fortes productrices de textes, suivant un principe très structuré, copié du PCF :

- les organes officiels (*L'Avant-Garde*, *Clarté*², etc.) pour les adhérents, les sympathisants, l'activité politique ;
- les périodiques en direction des cadres (*Notre jeunesse*³) ;
- les bulletins internes destinés aux adhérents ou à une partie d'entre eux (*le Bulletin normalien*, le bulletin des diffuseurs de *Nous les garçons et les filles*, etc.) ;
- les directives adressées aux fédérations (structure départementale des organisations de jeunesse communistes).

Ce sont ces deux derniers types de documents qui échappaient le plus – à peu près totalement – aux archives jusqu'alors, car étrangers au dépôt légal. Ils sont pourtant décisifs pour construire une histoire du militantisme, des répertoires d'action, des mots d'ordre. Sans être d'une fiabilité et d'une exhaustivité comparables aux rapports internes de direction, ils donnent également à voir les zones de force de l'organisation ainsi que ce qui est présenté comme modèle.

¹ VINCENT (Gérard), *Le Peuple lycéen. Enquête sur les élèves de l'enseignement secondaire*, Paris, Gallimard, coll. « Témoins », 1974.

² Ils sont, dans l'ensemble, disponibles à la Bibliothèque nationale de France (BNF – Paris) ou à la Bibliothèque de documentation internationale contemporaine (BDIC – Nanterre), non sans quelques lacunes.

³ C'est le pendant juvénile des *Cahiers du communisme*. La collection la plus complète est à la BNF, mais elle demeure fortement lacunaire.

On peut prendre l'exemple du numéro de novembre 1967 d'*Attention écoles*, le bulletin de la commission nationale scolaire de l'UJCF¹. Dans le cadre de la mobilisation du MJCF contre la guerre du Vietnam, les actions les plus réussies sont mises en avant : par exemple, 200 francs sont récoltés au collège d'enseignement secondaire Édouard-Pailleron de Paris (19^e) et 175 appels y sont signés tandis que 450 francs sont rassemblés au lycée Chevrollier d'Angers. Une histoire et une géographie politiques peuvent chercher là à se dessiner. En outre, c'est toute une histoire culturelle du politique qui se donne à voir, à travers la promotion de références – le bulletin cité appelle à baptiser les cercles (structure de base de l'UJCF) du nom de jeunes patriotes vietnamiens comme N'Guyen Van Troï ou le jeune écolier Tran Van Han –, leur diffusion directe – reproduction de poèmes vietnamiens – ou les recommandations culturelles. Ainsi, ce même bulletin conseille la lecture d'ouvrages des journalistes Madeleine Riffaud et Charles Fourniau (tous deux correspondants de *L'Humanité* au Vietnam), mais aussi la projection de films comme *N'Guyen Van Troï* ou *Le Ciel et la Terre* du Néerlandais Joris Ivens, ou encore l'écoute de chants vietnamiens (proposés par Chants du monde, la maison d'édition musicale fondée par l'intellectuel communiste Léon Moussinac). Des matériaux inédits s'offrent donc pour reconstituer une constellation culturelle, économique et politique.

Le secret des chiffres levé

Les chiffres sont une question décisive pour tout historien, sommé de répondre à la légitime injonction labrousienne de « peser, mesurer et compter ». Cependant, la tâche est embrouillée dans le cas des structures politiques, la mesure ayant elle-même un sens politique et constituant un enjeu fort pour les adhérents, pour les organisations concurrentes et pour le public juvénile lui-même. Aussi le mensonge public est-il fréquent². Pour autant, les dirigeants communistes cherchent souvent à mesurer, pour eux-mêmes, leur audience précise et, à ce titre, les archives de direction sont riches en rapports chiffrés et tableaux commentés. S'ils ne sauraient être considérés comme une image exacte de l'organisation dans la mesure où, on l'a vu, la direction n'a pas une vue aussi fine qu'elle le souhaiterait, ces

¹ Fonds du MJCF, 233.

² Les organisations de jeunesse communistes n'ont pas échappé à la règle comme le rappelle l'historien et ancien dirigeant de l'UEC : Philippe Robrieux dans ses mémoires. ROBRIEUX (Philippe), *Notre génération communiste, essai d'autobiographie politique*, Paris, Robert Laffont, coll. « Notre époque », 1977.

chiffres constituent toutefois les éléments les plus précis dont on dispose désormais¹. S'il n'y a pas, à l'image du PCF, de cahiers des effectifs couvrant des périodes de plusieurs décennies, les chiffres sont nombreux et variés, malgré leur désordre actuel : nombre d'adhérents, organisation par organisation, département par département ; nombre d'*Avant-Garde* vendus lors des « ventes de masse » ; nombre de cars affrétés pour une manifestation nationale ; etc. L'historien rétif à toute approche positiviste trouvera également de non moins instructives prévisions de participation, qu'il pourra rapprocher du nombre « réel » final mais aussi du nombre revendiqué publiquement, s'il diffère.

Histoire connectée

Les questions internationales dans l'activité communiste juvénile

Les questions internationales tiennent une place importante dans les mobilisations de la jeunesse des années soixante et soixante-dix² et les archives concernant ces activités sont nombreuses dans le fonds : en raison de leur centralité politique conjoncturelle mais aussi parce qu'un secteur de travail spécifique est dédié aux questions internationales, pendant juvénile de la « polex » du Parti communiste français (PCF)³.

¹ Sur la question des effectifs, on se reportera au classique PROST (Antoine), *La CGT à l'époque du Front populaire (1934-1939), essai de description numérique*, Paris, Armand Colin, coll. « Cahiers de la Fondation nationale des sciences politiques », 1964 ; et au récent MARTELLI (Roger), *Prendre sa carte. Données nouvelles sur les effectifs du PCF*, Bobigny-Pantin, Archives départementales de Seine-Saint-Denis/Fondation Gabriel-Péri, 2010.

² KALTER (Christoph), « Tiers monde et gauche radicale » et SOHN (Anne-Marie), « La jeunesse un mouvement social ? (1955-1975) », dans PIGENET (M.) et TARTAKOWSKY (D.), *Histoire des mouvements sociaux en France, de 1814 à nos jours*, Paris, La Découverte, 2012, p. 378-389 et p. 555-562 ; VIGREUX (Jean), *Croissance et contestations, 1958-1981*, Paris, Seuil, coll. « Univers historique – Histoire de la France contemporaine », 2014.

³ Sur la section de politique extérieure du PCF, voir GIOVANINETTI (Marc), « 50 ans au cœur du système communiste. Raymond Guyot, un dirigeant du PCF », thèse de doctorat d'histoire contemporaine sous la direction de Jacques Girault, université Paris-XIII, 2009 ; STREIFF (Gérard), *Jean Kanapa (1921-1978), une singulière histoire du PCF*, Paris, L'Harmattan, 2001.

De ce point de vue, les informations concernant les questions internationales sont présentes dans les fonds relevant de ce secteur, mais aussi dans tous les autres, dès lors qu'une organisation est engagée dans une mobilisation à ce propos. Ainsi, pour ce qui est de la guerre du Vietnam, le fonds propose aussi bien les directives d'organisation, des affiches, des tracts, des analyses, des rapports. L'inscription des organisations de jeunesse communistes françaises dans un ensemble plus vaste peut se lire ainsi par de nombreuses entrées.

Les relations des organisations de jeunesse communistes françaises avec leurs homologues étrangères : histoire croisée¹

De fait, toutes appartiennent continûment à la Fédération mondiale de la jeunesse démocratique (FMJD), qui rassemble les organisations de jeunesse communistes et sympathisantes. Si le siège de l'organisation fut à Paris à sa fondation, les archives l'ont suivi à Budapest et sont aujourd'hui inaccessibles. Cependant, le fonds du MJCF comprend de nombreux textes relatifs à l'activité de la FMJD – les Festivals mondiaux de la jeunesse et des étudiants y tenant une grande place² –, aux relations des jeunes communistes de France avec cette organisation internationale mais aussi avec leurs homologues d'autres nations.

L'information reste là encore partiellement dispersée, dans la mesure où ces relations peuvent apparaître dans l'activité courante des jeunes communistes. Ainsi, de l'invitation au compte rendu d'un congrès de l'Union des jeunesses communistes-léninistes de l'URSS, de la correspondance de la direction de l'Union des jeunes filles de France avec leurs homologues italiennes ou des échanges de délégations avec le Japon ou l'Afrique³, des boîtes d'archives entières sont toutefois consacrées à ces seules questions.

¹ WOLIKOW (Serge), « Problèmes méthodologiques et perspectives historiographiques de l'histoire comparée du communisme », *Cahiers d'histoire. Revue d'histoire critique*, n° 112-113, 2010, p. 19-24.

² Sur la FMJD et les FMJE, KOIVUNEN (Pia), « Rauhaa ja ystävyyttä esittämässä – Maailman nuorisofestivaali Neuvostoliiton kulttuuridiplomatian välineenä 1947–1957 » [La paix et l'amitié. Les festivals mondiaux de la jeunesse comme outils de la diplomatie culturelle soviétique], thèse de doctorat d'histoire contemporaine sous la direction de Marjaana Niemi, université de Tampere, 2013.

³ Fonds du MJCF, 233, carton d'invitation au compte rendu du 13^e congrès de l'UJCL, 29 mai 1958 ; correspondance avec les jeunes filles italiennes, 1952 ; note au bureau national de l'UJFF, 1958.

Relations avec les autres organisations de jeunesse française

Les organisations de jeunesse communistes françaises sont assurément connectées aux organisations analogues des autres pays. Elles n'en sont pas moins inscrites dans un espace politique national pluriel au sein duquel elles tentent de nouer des alliances, de repousser des intrusions, de faire échec à des configurations qui leur paraissent négatives, etc. Ces archives permettent ainsi de saisir les relations de ces organisations communistes avec leurs rivales mais elles apportent dans le même temps un éclairage sur ces rivales elles-mêmes, d'autant plus précieux que les archives de ces dernières sont inégalement conservées. À travers le fonds du MJCF, c'est une large histoire des mouvements de jeunesse qui se donne à voir.

Ainsi, un rapport présenté au Comité national de l'UJCF en 1958 rappelle que quatre-vingt-quatorze organisations de jeunesse françaises avaient participé au comité français de préparation du Festival mondial de la jeunesse de Moscou (1957)¹. En vue du festival de Vienne (1959), il indique que de premières réunions ont eu lieu avec Étienne Grumbach – neveu de Pierre Mendès France, et responsable des étudiants radicaux –, Antoine Haumont pour l'UNEF, Eugène Quet pour la Fédération unie des auberges de jeunesse, des représentants de la Fédération française des maisons des jeunes et de la culture, des Éclaireurs de France, des Francs et franchises camarades, de l'Union de la gauche socialiste, etc.² Des noms, des organisations, un paysage politique avec ses interrelations peut se dessiner.

Des traces du fugace : les publications ponctuelles

L'exemple du dossier « Festival national de la jeunesse » (1954)³

Déclinaison nationale du FMJE organisé par la FMJD¹, le Festival national de la jeunesse, organisé par l'UJRF en 1954, est bien documenté. Outre les

¹ Fonds du MJCF, 233, rapport sur le Festival mondial de la jeunesse et des étudiants de Vienne, juillet 1958.

² Sur les archives des structures non directement politiques, voir le guide des fonds des archives des mouvements de jeunesse et d'éducation populaire édité par les Archives départementales du Val-de-Marne.

³ Fonds du MJCF, 773, matériel sorti pendant le festival, 10-14 juillet 1954.

directives centrales, une multiplicité de documents ponctuels est conservée : guide du participant, carnets de bons de souscription, carnets de bons d'accueil, programmes, dépliants, affiches, cartes d'entrée, de participant, d'hébergement, carte postale officielle, etc.

Autant de matériaux, là encore, disponibles pour envisager une histoire culturelle. Quels artistes sont annoncés (notamment la danseuse Solange Schwarz, le peintre Jean Picart-Le Doux, le cinéaste Claude Autant-Lara, l'écrivain Elsa Triolet, le mime Marceau, le chanteur Francis Lemarque, le metteur en scène Raymond Hermantier pour une pièce adaptée de Romain Rolland) ? Quelles activités sont proposées (outre celles indiquées précédemment, le bal, le buffet, le feu de camp, les échecs, le basket-ball, la natation, le tennis de table et le football) ? Quels artistes réalisent les documents ou, du moins, leurs illustrations (Boris Taslitzky, Maurice Damois) ou une partie du contenu (reproduction de « La Ballade de Paris » de Francis Lemarque et Bob Costello) ? L'étude des publicités présentes sur les programmes est également riche d'enseignements dans cet esprit. Les revues juvéniles communistes comme *Caméra* ou *Miroir Sprint* côtoient les publications des Éditeurs français réunis – *Et l'acier fut trempé* d'Ostrovski, *La Vie de Charlot* de Georges Sadoul, autant que le *Manuel de l'ajusteur (mécanique générale)*, le *Manuel du tourneur*, ou encore *Le vol dans l'espace cosmique* d'Ary A. Sternfeld – mais aussi les publicités pour les articles de camping, les motos et les appareils photo.

Plus globalement, par leurs indications précises, ces documents permettent de mieux comprendre l'activité militante concrète et son organisation.

Tracts et papillons

Éléments éphémères s'il en est, et pourtant résolument centraux dans l'activité militante, les tracts et les papillons sont rarement conservés – les saisies policières permettent des coupes ponctuelles. Ils disent bien pourtant le cœur de la ligne politique effectivement déployée, tout en manifestant un réseau de représentations.

¹ Pareilles déclinaisons sont nombreuses et variées. NÉDELEC (Serge), « Le Festival de la jeunesse africaine de Bamako en 1958 », dans D'ALMEIDA-TOPOR (Hélène), COQUERY-VIDROVITCH (Catherine), GEORG (Odile) et GUITART (Françoise), *Les Jeunes en Afrique*, Paris, L'Harmattan, 1992, t. II, p. 204-215.

Le fonds présente ainsi des modèles de tracts de diverses natures. Toujours dans le cas du Festival national de 1954, on peut mentionner des tracts destinés spécifiquement aux apprentis, aux étudiants, aux lycéens et collégiens, aux jeunes paysans, aux jeunes employés, etc. Si le noyau argumentatif est stable (« la guerre d'Indochine engloutit chaque jour deux milliards de francs », phrase mise en regard des revendications), les éléments mis en exergue sont modulés en fonction du public visé et les revendications spécifiques sont exposées. Au-delà de ces éléments, la liste même des publics témoigne d'une lecture théorique du segment social de la jeunesse et traduit déjà une conception politique.

Éléments pour une histoire du quotidien des permanents

Les salariés des organisations communistes – appelés « permanents » dans l'univers communiste – constituent une population importante, comprenant les principaux dirigeants (« permanents politiques ») mais aussi les employés administratifs (« permanents techniques »). Ils sont l'objet de légendes nombreuses, dans le mouvement communiste lui-même dont une des racines est, durablement, l'anarchosyndicalisme, mais aussi hors du mouvement communiste. Par ailleurs, ils sont l'objet d'une attention historique croissante depuis les travaux pionniers d'Annie Kriegel¹.

Si les archives touchant la rémunération de ces salariés n'ont pas fait l'objet de dépôt, plusieurs traces du quotidien donnent quelques éclairages sur ce que pouvait être leur activité. Ainsi d'une note de service de Paul Mercieca (1962), alors au secrétariat national de l'UJCF, à destination des salariés du siège national : « Tous les camarades permanents de la maison, exception faite des camarades désignés pour tenir les permanences, participeront à la dernière installation matérielle de la fête »². Le rendez-vous est fixé le samedi à neuf heures au gymnase Édouard-Poisson d'Aubervilliers, où doit se dérouler la Fête de *L'Avant-Garde*, déclinaison juvénile de la Fête de *L'Humanité*.

Sans qu'il y ait de caractère systématique dans ces bribes, une *Alltagsgeschichte* du peuple permanent trouve là des possibles.

¹ KRIEDEL (Annie), *Les Communistes français. Essai d'ethnographie politique*, Seuil, coll. « Univers historique », 1968 ; BOULLAND (Paul), « "Des hommes quelconques" ? La politique d'encadrement au crible de la sociobiographie (1944-1974) » dans PENNETIER (Claude) et PUDAL (Bernard), *Le sujet communiste, identités militantes et laboratoires du « moi »*, Rennes, PUR, coll. « Histoire », à paraître.

² Fonds du MJCF, 233, note de service de Paul Mercieca, 22 juin 1962.

L'activité locale

Vues du centre sur le local

Les archives de direction n'éclairent pas l'activité de la seule direction nationale. Celles-ci disposent d'un réseau de « suivis » de l'activité locale – selon le vocable communiste. Chaque fédération est « suivie » par un jeune dirigeant, lequel est chargé de s'assurer que les directives du centre sont bien appliquées mais aussi de rendre compte de l'activité qui est menée localement. Ce système descendant et ascendant permet de disposer dans les archives de direction nationale d'éléments souvent précis, relatifs à l'activité locale des jeunes communistes, à leurs effectifs, à leur écho, à leur orientation.

Traces du local au centre

Ces éléments d'appréciation objectifs et subjectifs apportés par le « suivi » peuvent être accompagnés de matériels politiques locaux. Ainsi, le fonds est-il fort riche en tracts, affiches et dépliants produits par les fédérations, voire les cercles et foyers. Comparés aux matériels centraux, ils permettent de mesurer l'angle de la déclinaison du national au local ou encore d'identifier des mobilisations locales. Plus largement, ils aident à saisir les spécificités et à juger de l'homogénéité nationale de l'organisation, tout en constituant un matériau précieux pour toute approche territorialisée.

Cette lecture politique et sociale peut se doubler d'une lecture culturelle. Ainsi, pour les relais de la chanson organisés en 1958 par *L'Avant-Garde*, on dispose d'un fort dossier¹ avec des pièces de Bordeaux, Perpignan, Thuir, Waziers, Paris, Saint-Denis, Villeneuve-Saint-Georges, Issy-les-Moulineaux, Vénissieux, Nantes, Périgueux, Saint-Leu-la-Forêt, Clichy, Marseille et Orléans. S'il apparaît hasardeux d'établir à partir de cette liste une géographie des zones de force (villes mentionnées) et de faiblesse (villes absentes de la liste) des structures juvéniles communistes – dans la mesure où on ignore les règles qui ont présidé à la constitution de ce fonds et où on peut douter de leur caractère systématique –, on peut comparer les dispositifs prévus mais aussi les programmations. Ainsi, si le partenariat national avec les éditions musicales Pathé-Marconi tend à assurer la présence des mêmes chanteurs (au-delà des jeunes participants locaux aux relais) comme René-Louis Lafforgue (grand prix

¹ Fonds du MJCF, 773, relais de la chanson 1958.

du disque 1958) ou John William, les qualificatifs pour désigner ce dernier varient d'une région à l'autre. À Bordeaux, c'est le « célèbre chanteur noir », comme à Nantes (« le grand chanteur noir »), quant à Thuir, c'est la simple « vedette de la chanson », comme à Paris (« vedette des disques Pathé-Marconi »). Fugitivement, une histoire territorialisée de la sensibilité à la couleur de peau peut trouver à se construire – même si elle appelle, assurément, d'autres éléments¹.

Plus globalement, c'est bien sûr une histoire des jeunes et de la culture juvénile qui se donne à lire avec ces manifestations locales. Une *Alltagsgeschichte* vue de plus bas se dessine aussi : « Grand bal jusqu'à l'aube », lit-on sur une affiche strasbourgeoise de 1964 dans laquelle le MJCF du Bas-Rhin appelle les jeunes à une Nuit de la jeunesse avec orchestre, formation de guitaristes (« The Liverpool's ») – mais aussi rodéo show, zèbre savant ou jeux radiophoniques², non sans publicités pour des commerçants locaux. Un rapport juvénile à la nuit, à la musique et au bal se présente.

La voix des jeunes

Les jeunes auxquels ces archives donnent accès sont, on l'a développé, de jeunes dirigeants d'organisations politiques mais ce fonds comprend en outre plusieurs documents rédigés par de simples militants ou sympathisants, lecteurs de la presse communiste juvénile.

Paroles collectives d'en bas

Les poursuites judiciaires dont sont l'objet les organisations de jeunesse communistes amènent ces dernières à solliciter des manifestations publiques de soutien³. Celles-ci sont nombreuses et on peut prendre l'exemple de la

¹ Dossier « Histoire sociale et identités raciales », *Annales. Histoire, Sciences Sociales*, n° 6, 2009.

² Fonds du MJCF, 233, « Nuit de la jeunesse. Salle de la bourse. Strasbourg. Samedi 3 octobre 1964 20H ».

³ Sur cet aspect judiciaire, plus largement, CODACCIONI (Vanessa), *Punir les opposants. PCF et procès politiques (1947-1962)*, Paris, CNRS éditions, coll. « Culture & société », 2013. Sur la poursuite des journaux communistes pendant la guerre d'indépendance algérienne, pour un cadre général, GENEVÉE (Frédéric), dans DELPORTE (Christian), PENNETIER

condamnation du journal de l'UJFF *Filles de France* en 1960, dans le contexte de la guerre d'indépendance algérienne, pour « provocation adressée à des militaires des armées de terre, de mer et de l'air, dans le but de les détourner de leurs devoirs militaires et de l'obéissance qu'ils doivent à leurs chefs »¹. À côté des lettres du chanteur populaire Francis Lemarque (18 mai 1960) ou de la dirigeante communiste Marie-Claude Vaillant-Couturier (15 novembre 1960), on peut lire une lettre du foyer de jeunes filles de l'orphelinat des Chemins de fer de France et d'Outre-Mer du Pecq (16 novembre 1960). Adressée au président des appels correctionnels, la lettre demande l'acquittement de *Filles de France* et est signée par vingt-cinq adolescentes orphelines. Un courrier collectif des adhérentes du foyer Marianne de Romainville figure également dans le même dossier.

Paroles d'en bas singulières

Ces paroles collectives donnent toutefois encore assez peu à entendre une parole juvénile vive et spontanée. Le fonds présente d'autres documents plus personnels. Ceux-ci sont, pour l'essentiel, de deux types : les courriers individuels sollicités (comme les formulaires de réponse aux enquêtes de la presse communiste juvénile²) et les courriers individuels plus ou moins spontanés, adressés aux rédactions des journaux de ces organisations.

Un extrait de la lettre d'Yvette Garreau à la rédactrice en chef de *Filles de France*, Yann Viens, en avril 1960, donne à voir une partie de l'apport qui peut être celui de pareils matériaux :

« Chères amies,

C'est avec une grande émotion que j'ai appris en lisant "Fille de France" que notre Journal était condamné à 1.500.000 Frs pour son action en faveur de la Paix en Algérie.

Avec ma famille nous venons de passer de terribles jours, nous avons eu la douleur de perdre mon frère, il a été tué en Algérie le 1^{er} Mars ; il devait bientôt rentrer, nous attendions avec impatience son retour.

(Claude), SIRINELLI (Jean-François), WOLIKOW (Serge), *L'Humanité de Jaurès à nos jours*, Paris, Nouveau Monde, coll. « Culture/médias », 2004, p. 267-281.

¹ Fonds du MJCF, 465, procès.

² S'ils ont rarement l'ampleur des enquêtes d'État comme celle initiée par le secrétaire d'État à la Jeunesse et aux Sports François Missoffe en 1966 et ses trois milliers de réponses, ils sont néanmoins fort riches. Sur l'enquête mentionnée, SOHN (Anne-Marie), *Âge tendre et tête de bois, histoire des jeunes des années 1960*, Paris, Hachette, coll. « La vie quotidienne », 2001.

Puis la terrible nouvelle arriva.

Depuis le 1^{er} Mars nous avons essayé de nous faire à cette idée, que plus jamais nous le reverrions.

Cette guerre d'Algérie a tué mon frère, elle a tué des milliers de Jeunes, et De Gaulle disait "C'est beau la France, C'est Généreux", et il vantait les mérites de notre jeunesse ; est-ce pour cela que Maurice a perdu la vie... ?

Est-ce que pour le Président de la République la grandeur de la France se mesure actuellement au nombre de Jeunes de vingt ans tombés en Algérie.

Le 7 avril jour des obsèques, la population de St-Pierre-des-Corps est venue rendre un dernier hommage à notre Maurice, elle s'est associée à toute notre famille pour approuver une lettre que nous avons faite parvenir au Président de la République en lui démontrant toute sa responsabilité dans cette guerre.

Et on condamne notre journal à une lourde somme parce qu'il explique aux Jeunes Filles les véritables causes de cette guerre qui tue les Jeunes pour le plus grand profit d'une poignée de colonialistes.

Aussi il faut que nous allions expliquer aux sœurs et fiancées de soldat qu'elles peuvent faire quelque chose pour imposer la Paix, pour ne plus voir leur être cher en danger, et si nous allons leur expliquer le rôle de notre Journal et Pourquoi on voudrait le supprimer, elles protesteront en l'achetant encore en plus grand nombre, car, elles sont touchées par tous ceux qui luttent pour la Paix, et je voudrais leur crier n'attendez pas qu'il soit trop tard, défendez le bonheur de vos foyers.

Chères Amies, cela est très difficile d'exprimer ce que l'on ressent dans une peine pareille, mais la colère est grande et c'est pourquoi qu'il faut tout faire pour ne plus jamais revoir pleurer nos mamans, pleurer un être cher.

Je vous envoie toutes mes amitiés et vous souhaite un grand succès pour le Journal.

Yvette Garreau »¹

Conclusion

Nous n'avons donné ici qu'un aperçu, concentré sur une des périodes les moins documentées dans le fonds du MJCF, les années cinquante et soixante. Nous pensons toutefois avoir montré que ces archives, à travers les regards croisés et multiples qu'elles proposent, constituent un fort support pour une histoire des jeunes, de leurs actions, de leurs projets et de leurs représentations.

¹ Fonds du MJCF, 465, « procès ». Nous respectons l'orthographe de la lettre.

Leur vif intérêt tient, pour une part, à l'identité sociale des auteurs qu'on peut y trouver. Ce sont des jeunes quand les discours adultes sur les jeunes tiennent souvent lieu de discours juvéniles. Si des étudiants y figurent – et de croissante façon –, des jeunes si nombreux et si peu visibles y tiennent longtemps la plus grande place : jeunes lycéens, jeunes ouvriers, jeunes femmes...

En entrant aux Archives départementales de Seine-Saint-Denis, ce fonds fait entrer ces acteurs singuliers dans l'histoire. C'est du moins le vœu qu'on entend formuler, partageant, modestement, ces propos de la regrettée Françoise Tétard : « Nous avons [...] trois priorités, qui ne nous ont jamais quittés : donner envie de découvrir la richesse des fonds d'archives, renouveler ce champ de recherches dans ses problématiques et faire que l'histoire soit appropriable par tous ceux que le sujet intéresse »¹.

Guillaume ROUBAUD-QUASHIE
Doctorant en histoire contemporaine
Centre d'histoire sociale du XX^e siècle
Université Paris-1 Panthéon-Sorbonne
Guillaume.Quashie-Vauclin@univ-paris1.fr

¹ TÉTARD (Françoise), « Introduction », dans BARRIOLADE (Denise), BROUSELLE (Valérie), EGRET (Jean-Paul) et TÉTARD (Françoise), *Cadres de jeunesse et d'éducation populaire. 1918-1971*, Paris, La Documentation française, 2010, p. 18.